

Dans la presse :

Ouest-France, mardi 4 juin 2002

Le maire s'accroche aux algues vertes

A Saint-Michel, René Ropartz continue de tirer la sonnette d'alarme au nom de ses administrés

“ Si je n'avais pas été réélu, j'aurais créé une association. ” Le maire de Saint-Michel-en-Grève n'a pas l'intention de baisser les bras face aux algues vertes. Il continue d'alerter les autres élus et les pouvoirs publics, en ayant parfois l'impression de ne pas être pris au sérieux.

“ Je suis fils d'agriculteur alors on ne peut pas me taxer d'anti-paysans. Mais ce n'est pas toujours une position facile à tenir. Tout le monde ne comprend pas mon combat. ” Dans les réunions d'élus, dans les rencontres avec le préfet, René Ropartz répète toujours la même chose : **“ Les habitants de Saint-Michel-en-Grève n'en peuvent plus des algues vertes. ”** Les mécontents se succèdent à la mairie. **“ L'autre jour, une personne qui loue des gîtes a passé une heure avec la secrétaire pour lui dire son ras-le-bol, qu'il faut faire quelque chose. ”**

Qui est asphyxié ?

On ne peut pourtant pas reprocher au maire de Saint-Michel de ne rien faire, depuis le temps qu'il tire la sonnette d'alarme. Mais là, il en a assez. **“ Jean Salmon, président des chambres départementale et régionale d'agriculture, a récemment déclaré : “ Je ne suis pas contre l'environnement mais contre l'asphyxie. ” Nous, ça fait longtemps que l'on est asphyxié ”**, réplique-t-il. Par sa petite phrase, le responsable agricole a voulu dire que l'abus de réglementations environnementales risquait de tuer le “ modèle ” productiviste breton.

Contrat territorial d'exploitation (CTE), Engagement de progrès agronomique (EPA), couverts végétaux (bientôt obligatoires), plan de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA)... Elles sont nombreuses, ces formules administratives censées faire évoluer les agriculteurs qui le souhaitent vers des pratiques plus douces... Nombreuses certes, mais leurs mécanismes de mise en oeuvre sont assez lourds à digérer pour les candidats. Cependant, elles s'accompagnent d'incitations financières intéressantes. René Ropartz, lui, aimerait bien voir ces réglementations appliquées au plus vite. **“ Encore faut-il se donner les moyens de vérifier que les engagements pris par les agriculteurs sont tenus. ”** La question du contrôle sur la durée reste effectivement p o s é e .

Le maire a surtout l'impression de ne pas

être pris au sérieux. **“ En 1996, le conseil général nous a accordé 36 280 € pour le ramassage des algues. Mais il est resté 2 440 € à notre charge cette année-là. ”** L'élu en avait donc fait part en réunion de communauté de communes Lannion-Trégor. **“ Alain Gouriou, le maire de Lannion, m'avait répondu que c'était “une somme modique”. Ça me fait rire parce qu'aujourd'hui, la ville de Lannion réclame à son tour une aide pour le ramassage de ses algues à Beg-Léguer. ”**

La dotation touristique a fondu

Les choses s'améliorent pourtant : **“ A partir de cette année, le conseil général prend tous les frais de ramassage à sa charge. ”** Mais René Ropartz a plongé dans les archives communales. Entre 1974, où les algues vertes ont commencé à faire parler d'elles, et fin 1998, **“ Saint-Michel a dépensé 948 697 F (144 600 €) pour ramasser ses algues ”.**

Pour autant, le problème de la marée verte reste entier. Et Saint-Michel-en-Grève y a laissé d'autres plumes. **“ La dotation touristique versée par l'Etat est calculée sur la capacité d'accueil des touristes. On a eu jusqu'à six hôtels et on a perçu de 19 800 € à 21 400 € (130 000 à 140 000 F) jusqu'au milieu des années 80. Aujourd'hui, c'est retombé à 20 000 F. ”** Le maire aimerait obtenir une compensation financière de la part de l'Etat.

En attendant, la commune se bat pour maintenir une activité touristique. Par exemple en attirant des artisans. **“ Dans la rue devant la mairie, on avait beaucoup de pas de portes à vendre. Nous leur avons trouvé des repreneurs. ”** Certaines vitrines ont repris vie. Mais le maire et son équipe municipale attendent **“ un geste fort ”** de la part des pouvoirs publics. **“ Nous sommes une petite station balnéaire. Les algues sont un problème d'environnement, de citoyenneté, pas un problème politique. ”** Car René Ropartz ne calibre pas ses reproches ou ses critiques en fonction de l'étiquette de ses interlocuteurs. **“ Si le conseil général nous aide financièrement, ce n'est pas le cas de l'Etat ni du conseil régional. ”** Le maire ajoute : **“ S'il y avait des algues vertes à Tretraou, les choses seraient sans doute très différentes. ”** Le maire de Perros-Guirec, Yvon Bonnot, est vice-président du conseil régional en charge du tourisme.

Le Tregor 6/6/02

C'est le dossier des algues vertes qui a de nouveau animé le débat de la communauté de communes, mardi soir. L'agence de l'eau menace de ne plus financer le programme quinquennal. Les élus sont indignés.

C'est après plus de deux heures d'examen du compte administratif et de questions diverses que le dossier des algues vertes est revenu devant les élus de la communauté de communes. Une mauvaise nouvelle est arrivée le jour même sur le bureau de Jean Touarin, le vice-président en charge de ce dossier :

“ L'agence de l'eau a décidé de ne pas présenter notre dossier à la commission de juillet pour le renouvellement du contrat quinquennal de reconquête de la qualité des eaux de la baie. Du coup les agriculteurs qui s'engageront dans une démarche de travaux ne seront remboursés que dans cinq ans ”.

Une décision qui a surpris tous les élus d'autant que la signature de ce nouveau contrat devait avoir lieu en septembre. On nous a demandé de créer une dynamique et une relation de confiance avec les agriculteurs, ce que nous avons fait et aujourd'hui on s'aperçoit que cela n'est plus considéré comme déterminant dans la lutte contre les algues vertes. On nous balade. Faut-il continuer notre travail ou non ? Je suis très déçu car ça ne va pas dans le sens de la réduction des algues vertes”.

Denis Mer, le président a décidé de prendre des mesures à l'encontre de l'agence de l'eau :

“ Nous décidons de ne plus nous rendre aux réunions de l'agence de l'eau tant que nous n'aurons pas eu de courrier nous disant ce qu'ils ont contre nous. Ils sont en train de tuer les bonnes volontés ”

Un sujet qui n'a pas pu laisser indifférent René Ropartz, le maire de Saint Michel en Grève et premier concerné : *“ La situation est catastrophique. Ça ne peut plus durer, nous ne sommes pas nombreux mais nous nous ferons entendre. On est également gêné par les positions prises par le comité de bassin versant qui régularise des extensions de porcheries. Je vois par ailleurs des élus. qui sont également représentants d'offices de tourisme, voter pour des régularisations et se plaindre des algues vertes On ne peut pas comprendre ça. On aurait dû faire des efforts plus importants. Toutes les positions sont ambiguës dans cette affaire. On se demande si le système ne souhaite pas en fait que ça reste comme ça. Nous de toute façon on va réagir on allant même pourquoi pas en justice contre l'Etat ”.*

Une demande ferme d'explications va être demandée à l'agence de l'eau. Car l'enjeu est important. Il porte sur le financement de cinq années de travail soit près de 2,5 millions d'euros.

Prochaine réunion
du lundi 5 août :
ordre du jour

- Manif algues vertes
- Nettoyage de fontaine
- Action déchets
- Forum des associations
- etc ...